





Enquêter et répondre aux abus rituels, y compris la sorcellerie et la possession spirituelle

Briefing opérationnel

Commandé par le Hydrant Programme et le NAPAC

Juillet 2025

Note aux lecteurs

Ce document contient des descriptions d'abus sexuels rituels sur mineurs qui pourraient choquer certains lecteurs. Veuillez privilégier votre bien-être.
N'hésitez pas à sauter des sections, à faire des pauses ou à choisir de ne pas continuer à lire.



Contenu

Objectif de ce briefing

Ce document offre un aperçu clair et factuel des abus rituels, notamment ceux liés à la sorcellerie et à la possession spirituelle. Il décrit des mesures concrètes pour améliorer les enquêtes, l'engagement des victimes et la collaboration interinstitutionnelle. Ce guide, à la fois stratégique et opérationnel, se veut le premier d'une série de ressources sur ce sujet.

Ce travail trouve son origine dans un rapport produit par le Dr Elly Hanson, qui analyse la nature des abus rituels organisés, leurs motivations et leur dynamique, les préjudices qu'ils causent et les obstacles que rencontrent les survivants pour s'exprimer. Pour en savoir plus, consultez le site www.hydrantprogramme.co.uk.

Principaux points à retenir

- Les abus rituels – y compris ceux liés à la sorcellerie et à la possession spirituelle – sont réels. Ils sont souvent liés au crime organisé, aux violences familiales, à la traite et à l'exploitation.
- L'incrédulité, les difficultés d'enquête et la complexité des abus fondés sur les croyances ont conduit à des défaillances systémiques dans la reconnaissance et la réponse à ces crimes.
- Les survivants sont confrontés à des obstacles extrêmes à la divulgation, souvent en raison de traumatismes ou de coercition. et la peur de ne pas être cru.
- Prendre les divulgations au sérieux doit aller de pair avec une communication opportune et professionnelle. enquête pour prévenir l'injustice, par l'incrédulité et la panique de masse infondée.
- Les réponses policières doivent s'améliorer grâce à des enquêtes tenant compte des traumatismes, partage de renseignements et protection multi-agences.

Section 1

Actions urgentes pour le maintien de l'ordre



Former les agents à reconnaître et à enquêter sur les abus rituels, y compris la possession par des esprits et les abus liés à la sorcellerie.



Améliorer l'engagement des survivants en utilisant des approches tenant compte des traumatismes méthodes.



Renforcer le partage de renseignements entre les forces.



Donner la priorité à l'engagement communautaire culturellement informé pour renforcer la confiance, éviter une escalade préjudiciable et garantir que les réponses de protection sont appropriées et efficaces.



Établir clairement voies de divulgation sécurisée.



Intégrer une compréhension claire des abus rituels, de la sorcellerie et de la possession spirituelle dans les stratégies nationales de protection grâce à une formation fondée sur des preuves, des conseils professionnels et un alignement des politiques multi-agences.



Section deux

Principales conclusions

Comprendre les abus rituels, la sorcellerie et la possession spirituelle

Définition du NPCC (2025) : Les abus rituels, la sorcellerie et la possession spirituelle désignent des formes d'abus, de préjudice, de maltraitance ou d'exploitation sexuels infligés à des individus – enfants et adultes – dans le cadre de systèmes de croyances, de rituels ou de pratiques structurés qui attribuent une signification surnaturelle à ces abus. Ces actes peuvent impliquer la coercition, la violence, la manipulation psychologique ou l'exploitation, souvent justifiés par des croyances en des forces spirituelles, la purification ou une intervention surnaturelle.

Pratiques incluses :

- Possession spirituelle : abus lié à des tentatives d'exorciser ou de délivrer un individu que l'on croit être contrôlé par des esprits malveillants.
- Sorcellerie : abus résultant d'accusations de causer du tort par des moyens surnaturels, souvent lié à des croyances en un pouvoir spirituel ou en un malheur.
- Pratiques rituelles néfastes : actes de violence structurés ou symboliques censés produire des bénéfices surnaturels (par exemple, des cérémonies de guérison spirituelle forcées ou des meurtres rituels).

Ces pratiques se confondent souvent avec d'autres formes de maltraitance (comme les abus sexuels, les violences faites aux femmes et aux filles, et la traite des êtres humains) et sont influencées par des influences culturelles, familiales et en ligne. Les victimes peuvent être ciblées en raison d'une « différence » perçue, comme un handicap, une neurodivergence ou une identité LGBTQ+.

Il est important de souligner que la spiritualité et les croyances religieuses ne sont pas intrinsèquement néfastes. Des abus surviennent lorsque des systèmes de croyances sont exploités pour justifier la coercition, le contrôle ou le préjudice.

Si les années 1980 et 1990 ont été marquées par des allégations infondées qui ont contribué à des paniques morales, il est essentiel de reconnaître que des abus rituels existent et doivent faire l'objet d'enquêtes professionnelles. Les témoignages des survivants, corroborés par des méthodes médico-légales, peuvent garantir la justice et prévenir l'incrédulité et les chasses aux sorcières modernes.



Section trois

Psychologie de l'agresseur

Les auteurs d'abus rituels ont souvent recours à des croyances spirituelles ou surnaturelles pour justifier et dissimuler leurs actes. Ces croyances peuvent être sincères ou instrumentalisées comme outils de coercition et de contrôle. Les abus sont souvent présentés comme nécessaires à la « purification » ou à la punition. Ces auteurs opèrent généralement au sein de réseaux organisés ou familiaux et construisent des systèmes élaborés de pièges psychologiques. Parmi leurs tactiques, on peut citer :

- Instiller la peur d'une rétribution surnaturelle.
- Contraindre les victimes à devenir complices.
- Saper la mémoire et la résistance par l'isolement, la drogue ou la dissociation.

Leur capacité à échapper à la détection est renforcée par l'apparence d'une légitimité spirituelle ou par l'utilisation de structures communautaires fermées.

Prévalence et obstacles à la divulgation pour les survivants

La prévalence reste difficile à quantifier en raison de :

- Longs délais de divulgation (souvent des décennies).
- Incrédulité professionnelle, en particulier lorsque les récits semblent extrêmes ou fragmentés.
- Stigmatisation culturelle ou peur de représailles spirituelles.

Les survivants rapportent fréquemment :

- Mémoire fragmentée liée à un traumatisme.
- Peur de ne pas être cru ou d'être blâmé.
- Inquiétudes quant à la possibilité d'être poursuivi pour des actes contraints pendant les abus.

Des études internationales récentes suggèrent qu'une proportion faible mais significative de la population rapporte des expériences d'abus rituels ou à caractère spirituel, souvent liés à la traite ou à l'exploitation familiale.

Les policiers doivent être conscients que certaines victimes peuvent présenter des vulnérabilités préexistantes – telles que des problèmes de santé mentale, une neurodivergence ou une maladie chronique – qui peuvent avoir contribué à leur ciblage. Dans certains cas, les victimes ont d'abord recherché une guérison spirituelle ou culturelle pour ces préoccupations. Cela ne doit jamais être interprété comme un consentement à des abus ultérieurs, qui surviennent souvent dans des environnements coercitifs, d'exploitation ou de manipulation.

Défis d'enquête

L'enquête sur ces cas est complexe et nécessite beaucoup de ressources.

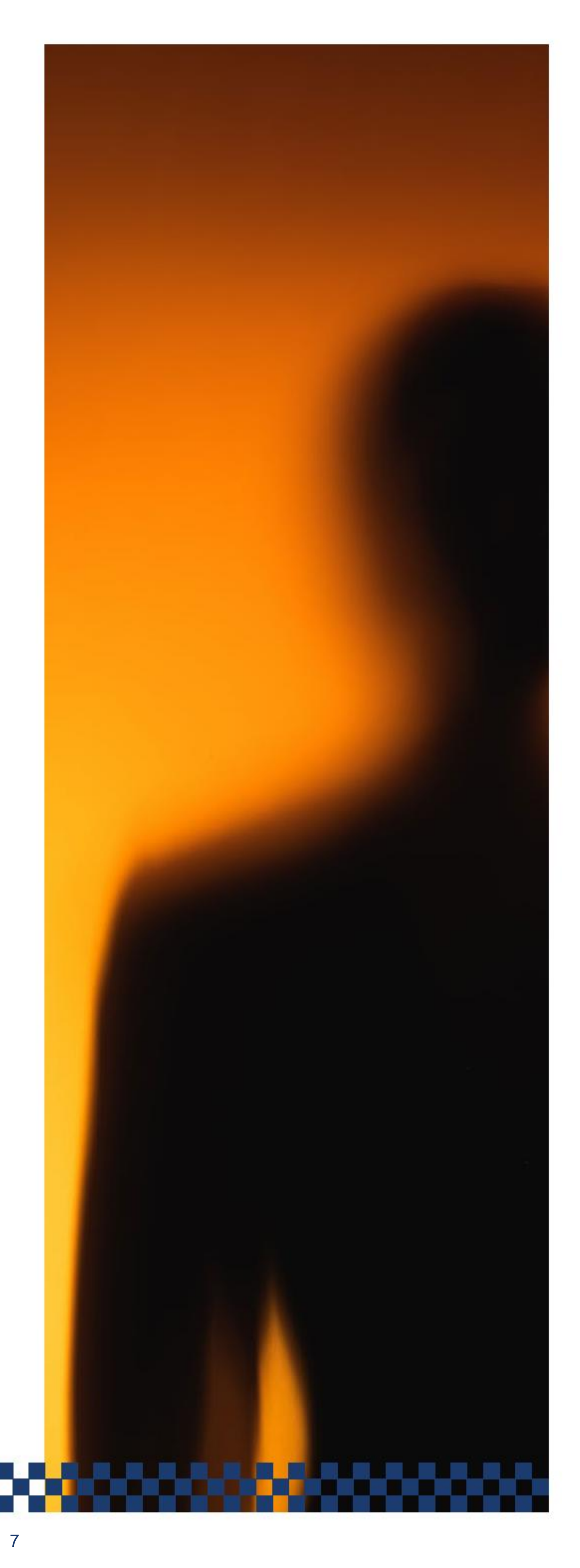
Les principaux défis sont les suivants :

- Manque de preuves matérielles en raison de données non récentes contexte naturel ou rituel.
- Récidivistes multiples, opérant souvent à travers juridictions.
- Langage symbolique ou codé, nécessitant une compréhension culturelle ou contextuelle.
- Les survivants ayant subi un traumatisme incohérences, parfois interprétées à tort comme une fabrication.
- Les enquêteurs peuvent avoir du mal à différencier entre les pratiques culturellement légitimes et les préjudices abusifs fondés sur des croyances. Sans formation adéquate, cela peut conduire à une minimisation ou à une escalade inappropriée.
- Allégations impliquant des noms spécifiques, Les lieux ou organisations – en particulier lorsqu'ils circulent en ligne – doivent être manipulés avec précaution pour éviter que des accusations non fondées ne prennent de l'ampleur avant une enquête appropriée.

Une enquête efficace nécessite :

- Coopération multi-agences.
- Formation spécialisée en traumatologie et dissociation.
- Sensibilité culturelle.
- Engagement à long terme et renforcement de la confiance des survivants.

Enquêter sur ces crimes peut avoir un impact psychologique important sur les agents, en particulier les premiers intervenants. Les forces de l'ordre doivent garantir un accès précoce à un soutien au bien-être, à une supervision et à un débriefing psychologique si nécessaire, afin d'atténuer les risques secondaires.
traumatisme.



Section quatre

Expérience vécue

Kristy Bamu

(Londres, Royaume-Uni, 2010)

Bamu, un jeune Congolais de 15 ans, a été assassiné à Londres le jour de Noël 2010 par sa sœur Magalie et son partenaire Eric Bikubi.

Lors d'une visite familiale, Kristy et ses frères et sœurs ont été accusés de pratiquer le kindoki – une forme de sorcellerie associée au fait de causer du tort – après que Bikubi ait interprété des signes banals comme des menaces spirituelles.

Pour lui extorquer des aveux et le « purifier », Kristy a subi des violences prolongées de la part de sa sœur et de son partenaire pendant plusieurs jours, sous couvert d'un rituel de délivrance. Malgré ses souffrances, Kristy a nié les accusations, et les violences se sont intensifiées jusqu'à ce qu'il succombe à ses blessures.

Le procès a révélé que les deux auteurs croyaient sincèrement à la sorcellerie et ont présenté leurs actes comme une intervention spirituelle nécessaire. Ils ont été reconnus coupables de meurtre et condamnés à la prison à vie. phrases.

Le juge a clairement indiqué que la croyance en la sorcellerie, aussi sincère soit-elle, ne saurait justifier la violence ou le meurtre. L'affaire Kristy a mis en lumière les conséquences mortelles des abus fondés sur les croyances et la nécessité pour la police, les professionnels de la protection et le système judiciaire de reconnaître et de réagir aux signes de préjudice spirituel ou rituel, en particulier lorsque des systèmes de croyances culturelles ou religieuses sont impliqués.

Projet Jéricho

(Prescott, Canada, 1989–1994)

Le Projet Jericho était une enquête multi-organismes à grande échelle sur les abus rituels et organisés intergénérationnels à Prescott, en Ontario. Elle a débuté lorsque trois frères et sœurs placés en famille d'accueil ont révélé des abus persistants impliquant des actes rituels de coercition et de peur.

À mesure que l'enquête s'élargissait, la police a découvert un réseau impliquant quatre familles, révélant des abus coordonnés incluant des rituels symboliques, la séquestration et des menaces de châtiments surnaturels. Des preuves médicales et des examens physiques ont corroboré les récits des enfants, et l'enquête est devenue l'une des plus importantes du genre.

Le succès de l'enquête réside dans son approche multidisciplinaire, menée par les survivants. Une équipe conjointe de police et de services sociaux a bénéficié d'un financement dédié, d'un procureur dédié, de spécialistes médico-légaux et de services thérapeutiques pour les victimes. La communication publique a été soigneusement gérée afin d'éviter le sensationnalisme, les dirigeants locaux ayant renforcé le soutien de la communauté à la justice.

L'affaire a finalement permis d'identifier 162 victimes et a conduit à plus de 65 condamnations.

Le projet Jericho démontre comment des cas d'abus complexes peuvent être poursuivis avec succès grâce à une coordination intersectorielle, un engagement à long terme et une approche tenant compte des traumatismes qui met l'accent sur les besoins des victimes.

Section cinq

Recommandations

Recommandations opérationnelles à l'intention des chefs de police et des équipes de police de première ligne

1 - Offrir une formation ciblée et un DPC sur les abus fondés sur les croyances

Offrir à l'ensemble du personnel de première ligne et d'enquête une formation régulière et obligatoire sur les abus rituels, y compris les formes liées à la sorcellerie et à la possession spirituelle. Cette formation devrait couvrir les approches tenant compte des traumatismes, la dissociation et la fragmentation de la mémoire, la coercition psychologique et le recours à des éléments spirituels ou symboliques dans les abus.
La formation doit permettre aux agents de faire la distinction entre les pratiques culturellement légitimes et les abus préjudiciables déguisés en croyances. La formation doit être dispensée par des prestataires qualifiés et informés sur les traumatismes et, le cas échéant, s'aligner sur les référentiels accrédités par l'Ordre des policiers.

2 - Attribuer et soutenir des points de contact uniques (SPOC) dédiés

Chaque service de police devrait désigner un SPOC possédant une connaissance spécifique des abus rituels et liés aux croyances. Il serait chargé de coordonner les renseignements entre les équipes, de conseiller sur les cas complexes et de servir de lien avec les partenaires des secteurs de la santé, de l'éducation, de l'action sociale et des organisations communautaires. Les SPOC devraient bénéficier d'une formation renforcée et d'un soutien continu de leurs pairs. Lorsque les seuils d'inculpation ne sont pas atteints, les SPOC devraient soutenir une gestion proactive des risques par le biais de conditions de mise en liberté sous caution, d'une planification interinstitutionnelle de la sécurité et d'une surveillance continue des renseignements.



3 - Renforcer la capacité d'analyse multi-cas et de modèles

Encourager l'analyse transversale des révélations des victimes impliquant des rituels, des actes symboliques ou des justifications fondées sur des croyances similaires. Faire appel à des analystes spécialisés pour cartographier les liens entre les lieux, les délinquants et les périodes, et pour identifier des schémas non évidents pouvant indiquer une récidive ou une criminalité en réseau. Cette approche devrait compléter les outils traditionnels de protection et de lutte contre le crime organisé.

En plus des stratégies d'enquête, les forces de l'ordre devraient utiliser pleinement les outils de perturbation, notamment les ordonnances de prévention de l'esclavage et de la traite (STPO), les ordonnances de prévention des atteintes sexuelles (SHPO) et les ordonnances de prévention des crimes graves (SCPO), le cas échéant.

4 - Intégrer des indicateurs d'abus fondés sur les croyances dans les protocoles de protection

Veiller à ce que les marqueurs de maltraitance fondés sur les croyances soient intégrés aux dispositifs de protection multi-organismes (par exemple, MASH, MARAC, MAPPA). Cela inclut la reconnaissance des signes d'accusations de possession par un esprit, d'exorcisme forcé, de cérémonies rituelles, de langage codé et de boucs émissaires visant des personnes perçues comme « différentes ». Tous les professionnels de la protection doivent être soutenus pour identifier et réagir avec confiance à ces indicateurs.

Lorsque des preuves de coercition, de traite ou de servitude sont identifiées, les agents doivent envisager d'orienter les victimes vers le Mécanisme national d'orientation (NRM) conformément aux protocoles relatifs à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains (MSHT).

5 - Créer des voies sûres et soutenues pour la divulgation des survivants

Développer des modèles de divulgation progressive et adapter les techniques d'entretien pour soutenir les victimes ayant des antécédents de dissociation ou de traumatismes complexes. Les survivants doivent être accueillis avec un professionnalisme ouvert et leurs révélations doivent être traitées avec la même rigueur et le même respect que pour les autres crimes graves. Les policiers doivent comprendre que les incohérences ou les retards sont fréquents et que des approches tenant compte des traumatismes sont essentielles pour instaurer la confiance et recueillir des preuves fiables.

6 - Renforcer la confiance et la culture culturelle grâce à l'engagement communautaire

L'engagement culturellement informé n'est pas une activité supplémentaire mais un aspect fondamental d'une protection sûre et efficace. Il est donc nécessaire de travailler de manière proactive avec des dirigeants communautaires et religieux de confiance pour élaborer des réponses de protection culturellement sûres. Cela implique de nouer des relations durables avec les communautés minoritaires, d'améliorer la compréhension professionnelle de la terminologie culturelle spécifique et de coproduire des protocoles locaux, le cas échéant. Les agents doivent être équipés pour distinguer croyance spirituelle et pratique abusive, évitant ainsi toute minimisation ou escalade inappropriée.

Recommandations stratégiques à l'intention des hauts dirigeants, des décideurs politiques et des organes de gouvernance intersectoriels

1 - Intégrer la lutte contre les abus fondés sur les croyances dans la stratégie nationale de protection

Mettre à jour les documents de politique nationale, les cadres et les critères d'inspection afin de mentionner explicitement les abus rituels, liés à la sorcellerie et à la possession d'esprit. Fournir des orientations à tous les organismes publics pour identifier et traiter ces cas. Cela garantit l'harmonisation des stratégies de protection de l'enfance, de protection des adultes, de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et de lutte contre l'esclavage moderne.

2 - S'aligner sur la réforme législative et les orientations du ministère public

Assurer la conformité avec la législation à venir, notamment l'obligation de signalement et la protection juridique des personnes contraintes à commettre des actes criminels dans le cadre de leurs abus. Promouvoir une application cohérente des directives destinées aux procureurs et aux tribunaux lorsqu'ils traitent des témoignages liés à des traumatismes, de la dissociation et des retards de divulgation.

3 - Créer des cadres coordonnés de partage de renseignements

Établir des voies claires pour le partage de renseignements sur les abus rituels et organisés entre les forces de l'ordre, les régions et les agences. Cela devrait inclure des canaux sécurisés pour le signalement anonyme ou par des tiers (par exemple, des thérapeutes ou des professionnels de la communauté), soutenus par des plateformes centralisées, telles que des plateformes de protection multi-agences ou des SPOC nationaux.

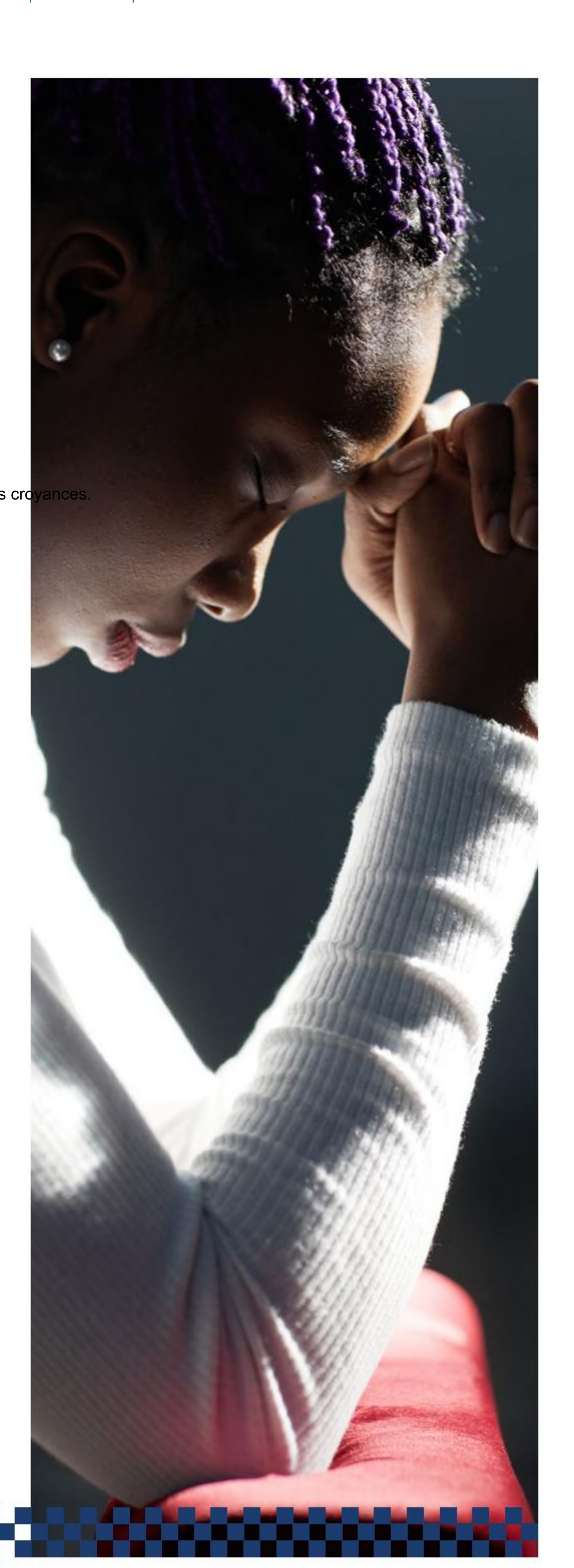
4 - Engager le système de santé et l'intégration Conseils de soins (ICB)

Veiller à ce que les responsabilités de protection liées aux abus rituels et fondés sur les croyances soient reflétées dans les plans stratégiques de l'ICB. Les praticiens de santé mentale, les médecins généralistes et les services d'urgence devraient recevoir des informations et des conseils sur la manière d'identifier les abus déguisés en interventions thérapeutiques ou spirituelles. Des protocoles conjoints entre la police, les services de santé et les services sociaux doivent être établis.



5 - Veiller à ce que les services thérapeutiques soient sûrs, adaptés aux traumatismes et réglementés

Mettre en place un accompagnement thérapeutique à long terme pour les survivants, prenant en charge les symptômes dissociatifs et la mémoire fragmentée, sans recourir à des techniques suggestives. Les organismes de réglementation et les commissaires doivent garantir le respect des normes professionnelles pour les praticiens travaillant auprès des adultes survivants de maltraitance organisée et fondée sur les croyances.



6 - Lancer des campagnes ciblées de sensibilisation du public et d'orientation professionnelle

Développer une éducation publique qui sensibilise aux signes et aux risques d'abus rituels et fondés sur les croyances tout en remettant explicitement en question les stéréotypes nuisibles ou les récits de conspiration.
Les communications doivent être axées sur la sécurité des survivants, la réduction de la stigmatisation et l'explication du rôle des enquêtes professionnelles. Les directives destinées aux médias et aux réseaux sociaux doivent renforcer la responsabilité des reportages.

7 - Commissionner et centrer la recherche et l'expertise menées par les survivants

Investir dans des recherches qualitatives continues sur les expériences vécues de violences fondées sur les croyances, en mettant l'accent sur les obstacles à la justice et à un soutien efficace. Veiller à ce que les experts en matière de victimes soient intégrés à l'élaboration des politiques et aux futures versions des orientations opérationnelles.

Section six Contact

À propos du programme Hydrant

Le programme Hydrant est un programme national de police qui soutient le travail du groupe de travail sur la protection de l'enfance et les enquêtes sur les abus du Conseil national des chefs de police (NPCC).

Créée à l'origine en 2014 pour coordonner la réponse aux abus sexuels sur enfants non récents, elle soutient désormais les forces sur toutes les questions de protection de l'enfance et d'enquête sur les abus.

Hydrant élabore des politiques et des stratégies au nom du NPCC, élabore et fournit des conseils sur les meilleures pratiques, y compris une fonction d'apprentissage, d'examen et d'amélioration, fournit une capacité d'analyse stratégique et un engagement de partenariat avec les principales parties prenantes et partenaires.

HYDRANT PROGRAMME
Supporting child protection and abuse investigation

Programme Hydrant LinkedIn : www.linkedin.com/company/the-hydrant-programme

Programme Hydrant YouTube : www.youtube.com/@TheHydrantProgramme

Site Web : www.hydrantprogramme.co.uk



À propos de NAPAC



NAPAC, l'Association nationale pour les personnes maltraitées dans l'enfance, offre le seul service national gratuit de soutien aux adultes ayant survécu à tous types de maltraitance infantile. Elle offre un soutien spécialisé et confidentiel à tous les adultes ayant survécu à tout type de maltraitance, assuré par une équipe expérimentée et des bénévoles formés.

En tant que service de soutien de confiance, les survivants s'engagent auprès de NAPAC pour révéler les abus subis pendant l'enfance, pour être entendus et réconfortés, et pour pouvoir faire des choix courageux et positifs chaque jour, notamment en demandant de l'aide lorsqu'ils en ont besoin.

Les personnes qui utilisent les services de NAPAC souhaitent être accompagnées pour répondre à divers problèmes, notamment l'anxiété, la dépression, l'isolement, le signalement à la police, les violences conjugales et sexuelles, la définition des limites et le stress post-traumatique complexe. Pour beaucoup, contacter NAPAC est une première étape vers la guérison d'un traumatisme et une vie plus heureuse et épanouie.

Le NAPAC a trois principaux domaines d'intervention :

- Ils gèrent le seul service national gratuit d'assistance téléphonique et par courrier électronique du Royaume-Uni pour tous les adultes survivants de toute type de maltraitance infantile
- Ils offrent une formation approfondie aux professionnels qui interviennent auprès des adultes survivants de maltraitance infantile et toute personne risquant de subir un traumatisme par procuration
- Ils mènent des recherches et des activités de plaidoyer, en utilisant des données uniques et en travaillant en partenariat pour sensibiliser les survivants voix dans les politiques et les pratiques à travers le Royaume-Uni

Facebook de la NAPAC : www.facebook.com/NationalAssociationforPeopleAbusedinChildhood/

LinkedIn de NAPAC : www.linkedin.com/company/napac/

Twitter/X de NAPAC : www.twitter.com/NAPAC

Instagram de NAPAC : www.instagram.com/napac.uk/

Site Web : www.napac.org.uk

